

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 21 décembre 2014

1. Loi croissance et activité : stabilité à gauche, début de politisation à droite.

⇒ Avec une moindre exposition médiatique cette semaine, la proportion de Français ayant « *entendu parler* » de la loi Macron diminue légèrement à 56% (contre 63% la semaine dernière), dont 20% disent « *savoir précisément de quoi il s'agit* », ce qui reste un bon score pour une seconde semaine.

La notoriété reste importante auprès des électeurs F. Hollande de 2012 (68%). Elle est la plus faible auprès des électeurs Front National (40%).

⇒ Les jugements sur la loi commencent à légèrement se polariser, mais son approbation garde une assise trans-partisane notable.

- la gauche bouge très peu : 55% des sympathisants de gauche (contre 58% la semaine dernière) estiment que cette loi « *va plutôt dans le bon sens pour libérer les blocages qui existent dans l'économie française* » ; 48% des sympathisants de gauche (contre 49% la semaine dernière) estiment qu'elle « *va dans le bon sens pour améliorer le pouvoir d'achat des personnes modestes* ».

- les jugements à droite s'érodent, mais restent à un niveau élevé : 53% des sympathisants de droite (contre 69% la semaine dernière) pensent qu'elle peut libérer l'économie ; 46% (55% la semaine dernière) améliorer le pouvoir d'achat des personnes modestes.

⇒ Le vrai clivage se trouve, comme la semaine dernière, entre le PS et le Front de Gauche : 73% des sympathisants PS pensent que cette loi peut libérer l'économie contre 25% au Front de Gauche ; 61% au PS estiment qu'elle peut améliorer le pouvoir d'achat mais 34% au Front de Gauche.

Les sympathisants Front de Gauche restent, de plus en plus, le seul électorat constitué à avoir encore un jugement « idéologique » sur l'action politique (ils sont favorables à un certain nombre des mesures prises séparément, mais s'opposent au projet de loi pour le symbole qu'il constitue).

⇒ A noter également une **corrélation nette entre les jugements positifs sur cette loi et bonne opinion du PR et du PM** (ces questions d'actualité ont été menées sur le même échantillon que le baromètre Ifop/JDD, ce qui permet de croiser les réponses) : **parmi ceux qui se disent satisfaits de la loi Macron, 23% ont une bonne opinion du PR, soit 5 points de plus que sa popularité moyenne (17% pour le JDD).**

L'écart est encore plus net pour le PM : **46% de ceux qui se disent satisfaits de la loi ont une bonne opinion du PM, soit 11 points de plus que sa popularité moyenne (à 35%)** - même si cette corrélation ne dit pas le sens de la causalité, qui peut en théorie jouer dans les deux sens.

2. Discours sur l'immigration : une approbation, surtout à gauche, mais aussi des réticences

⇒ **Le discours a été assez bien entendu** : 51% en ont entendu parler, 27% sachant précisément de quoi il s'agit.

⇒ **L'immigration reste bien l'un des sujets les plus clivants gauche-droite**. Interrogés s'ils sont « *d'accord avec [les] propos de François Hollande [qui] a souhaité rappeler ce que l'immigration a apporté à la France et dénoncer les discours qui jouent sur les peurs liées à l'immigration* », **les réponses sont d'une linéarité parfaite** (chose rare) : 79% des électeurs de J.L. Mélenchon l'approuvent ; 71% des électeurs de F. Hollande ; 66% des électeurs de F. Bayrou ; 43% des électeurs de N. Sarkozy ; et 13% des électeurs de M. Le Pen.

⇒ Au total, **54% des Français se disent en accord avec le message du discours ainsi résumé**, soit un score élevé compte tenu des crispations sur le sujet (même si avec cette formulation de question, une partie des sympathisants de droite a certainement approuvé davantage le fait de « dénoncer les discours de peur » - proposition forcément consensuelle - que les orientations de fond).

Autre signe de la place prise par ces tensions dans les représentations, **l'efficacité de ces propos laisse les Français relativement dubitatifs** : 30% seulement estiment qu'ils vont « *aider à apaiser les tensions liées à l'immigration en France* », dont 45% à gauche et 18% à droite (et 8% au FN).

⇒ Malgré cette approbation, surtout à gauche, deux réticences persistent :

- **la crainte d'ajouter des tensions aux tensions** : 48% des Français estiment ainsi que « *ce n'est pas le moment de tenir ce genre de discours, cela va accentuer les tensions liées à l'immigration en France* » : (dont 42% à gauche et 55% à droite).
- **un soupçon marqué d'instrumentalisation politique** : 71% des Français (y compris 62% des sympathisants de gauche) y voient « *un calcul politique pour rassembler des voix en vue des prochaines élections* ».

➤ *La large adhésion de la gauche aux principes de ce discours (et la linéarité politique jusqu'au rejet par le FN) confirme qu'il s'agit bien de l'un des marqueurs les plus nets aujourd'hui du clivage gauche-droite.*

Poursuivre les prises de parole de gauche sur ce sujet en réaffirmant le cadre des valeurs républicaines paraît dès lors nécessaire afin d'endiguer la progression rapide des représentations de la droite dure et du FN dans l'opinion (cf. les évolutions du baromètre annuel de la CNCDH).

➤ *Mais le fait qu'il s'agisse d'un marqueur clair n'implique cependant pas qu'il puisse jouer comme un levier de remobilisation aussi net.*

D'une part car toutes les études notent que l'attente principale des sympathisants de gauche, comme de l'ensemble des Français, reste de loin l'amélioration de la situation économique (et, en attendant, d'au moins tout tenter) : la mise en avant des thèmes sociaux peut constituer un levier de mobilisation et être bénéfique en termes d'opinion en complément des sujets économiques (rééquilibrer le message en élargissant les champs couverts), difficilement en substitut.

D'autre part car les sympathisants de gauche restent échaudés, et dans l'ensemble mal à l'aise, face aux sujets identitaire, trop longtemps délaissés par la gauche - en quali, la plupart les évoquent de manière très prudente, en défensive, en craignant de diviser encore la société. Il faudra donc certainement du temps avant que le réinvestissement de ces sujets par la gauche soit

complètement intégré et assumé, donc potentiellement puisse jouer comme un levier solide de mobilisation auprès des sympathisants de gauche.

Enfin, dans un contexte où les gestes politiques sont immédiatement soupçonnés de n'être guidés que par des considérations politiciennes (et de ce fait vus comme peu crédibles), tenir ce sujet le plus éloigné possible des jeux politiques - du moins en public - paraît nécessaire pour ne pas donner trop de prises aux critiques d'instrumentalisation, qui se développeront naturellement, et à la méfiance qui en découlera.

1. Réforme territoriale : stabilité de l'opinion

⇒ **51% des Français se déclarent favorables au nouveau découpage des régions** (soit un retour aux scores de juin dernier, après un petit trou d'air dans dernière mesure datant du 28 novembre).

La politisation du sujet existe toujours, mais de manière relativement contenue : 60% des sympathisants de gauche y sont favorables, 40% des sympathisants de droite.

2. Réformes de l'éducation nationale

⇒ **75% des Français** (et autant chez les parents d'enfants scolarisés) **estiment « qu'il y a trop de réformes, il faut laisser le temps aux mesures de produire leurs effets »** (sans clivage politique) : la multiplication des réformes de l'éducation pourrait porter un risque de déstabilisation et d'insécurisation des parents, qui disent dans les études souhaiter avant tout de l'apaisement (et des fondamentaux).

⇒ Cause ou conséquence, seulement **30% estiment que « ces réformes vont dans le bon sens »** (contre 68% non). La politisation revient sur ce jugement, mais le soutien de la gauche reste mesuré (46% des électeurs de gauche - 52% au PS - ; contre 19% des électeurs de droite).

La question ne permet pas de déterminer ce que l'opinion a retenu des mesures (donc sur quoi elle juge). Les études passées montrent cependant que la réforme des rythmes scolaires a monopolisé beaucoup de l'attention de l'opinion ; ainsi, à droite, que la polémique sur les ABCD de l'égalité. Le principe de « concentrer les moyens sur ceux qui en ont le plus besoin » (réforme des ZEP), testé il y a quelques semaines, était pour sa part plutôt contestée par les Français, qui semblent craindre d'abord de faire partie des perdants (même mécanisme d'opinion que concernant les baisses d'impôts).

Adrien ABECASSIS

PS : Les questions sur les personnalités qui incarnent la gauche seront traitées dans une note de bilan opinion sur la gauche, avec d'autres données.